

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Bâtiment C – 2ème étage
Cité Administrative
Boulevard George Sand
36000 CHATEAUROUX

Châteauroux, le 27/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES LAVANDIERES-ELIS BERRY

Les Lavandières
ZI les Carrières
49240 Avrillé

Références : VI 15022024 UD36
Code AIOT : 0010000532

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement LES LAVANDIERES-ELIS BERRY implanté La Martinerie - Route Lignièrès BP 6 36130 Déols. L'inspection a été annoncée le 23/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES LAVANDIERES-ELIS BERRY
- La Martinerie - Route Lignièrès BP 6 36130 Déols
- Code AIOT : 0010000532
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 2008-07-0210 du 25 juillet 2008, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2009-01-0112 du 19 janvier 2009 (nouveau forage), n° 2009-12-0475 du 22 décembre 2009 (rejet substances dangereuses), n° 2014118-0001 du 28 avril 2014 (surveillance des rejets de substances zinc et plomb), arrêté sécheresse du 17 novembre 2023.

Rubrique de classement de l'établissement soumise à enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées :

- 2340-1 : Blanchisserie, laverie de linge.

Rubriques de classement de l'établissement soumise à déclaration au titre de la nomenclature des installations classées :

- 2330 : Teintures, impressions, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles,

- 2718 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux,

- 2910 : Combustion.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative suite au Dépôt du PAC augmentation de capacité	Autre du 05/07/2022	Sans objet
2	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 4.2.2	Sans objet
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 7.6.3	Sans objet
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 7.2.1	Sans objet
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 7.3.2.2	Sans objet
6	Prévention des risques technologiques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article Section V - Article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative suite au Dépôt du PAC augmentation de capacité

Référence réglementaire : Autre du 05/07/2022
Thème(s) : Situation administrative, Dépôt d'un dossier de « porter » à connaissance (PAC)
Prescription contrôlée : Synthèse de la situation administrative de l'entreprise Points sur les demandes de modifications d'exploitation
Constats : L'exploitant a déposé le 17 août 2018 un porter à connaissance dans le cadre d'un projet d'extension et d'augmentation de capacité. Cette demande a été complétée le 29 juin 2022 par une étude technique des réductions de consommations. Par courrier du 04 août 2022, l'inspection demandait à l'exploitant de transmettre la justification du dimensionnement du bassin de rétention Nord ainsi que des propositions de gestion de la consommation en eau durant la période de limitation provisoire des usages de l'eau. A la date de l'inspection, ce dernier courrier n'avait pas eu de réponse. Un échange sur ce porter à connaissance a eu lieu durant la phase étude de document de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra son PAC en incluant son étude de gestion de l'eau modifiée et mise à jour avec les éléments de réponses demandés lors des différents échanges.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant met à disposition le plan des réseaux de l'ensemble du site avec pour dernière modification l'indice F (modif réseau EP devant sprinkler) en date du 02/08/2019: <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau se fait depuis le forage situé au sud-ouest du site,- les dispositifs de protection et d'alimentation sont identifiés sur le plan dans le local forage,- les secteurs et réseaux sont identifiés- les ouvrages de toutes sortes sont identifiés (compteurs, vannes),- les ouvrages d'épuration interne avec les points de rejets sont identifiés ; la localisation des points de contrôle de la qualité des effluents liquides avant leur rejet n'est pas mentionnée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra compléter et transmettre à l'Inspection des Installations Classées le plan des réseaux en incluant la localisation des points de contrôle avant rejet des effluents liquides.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 7.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.
Constats : L'inspection a visité les deux locaux de stockages de produits : Local lessiviel 1 : Il a été constaté la présence de rétentions indépendantes les unes des autres sous l'ensemble des produits stockés. Local lessiviel 2 : Il a été constaté dans que le stockage de produit était réalisé dans des cuves semi-enterrées de grandes capacités sous forme de dépotage, il a été constaté des rétentions englobantes celles-ci.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra clairement renseigner sur un plan dédié et spécifique l'ensemble de ses zones de stockages.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de deux bidons vides à proximité de la clôture de l'établissement et du portail d'accès.</p> <p>L'exploitant informe l'IIC qu'il peut y avoir plusieurs dizaines de fûts vides car il s'agit d'une zone d'entreposage avant évacuation.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant s'est engagé à examiner une autre zone d'entreposage sur le site, éloigné de l'accès à l'établissement. Il tiendra informé l'inspection des installations classées de ses réflexions.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Prévention des risques technologiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 7.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Caractérisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents [...] L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 08 février 2024 un inventaire des produits chimiques stockés sur le site. Cet inventaire reprend les caractéristiques des produits, leurs destinations dans le process industriel, le conditionnement, la quantité maximum présente, leurs critères de danger ainsi qu'une correspondances permettant de les classer par rapport aux titres des rubriques ICPE.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un stockage de piles adossés au local forage, celui-ci n'est pas représenté sur les plans de l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan définissant les zones à risques ainsi que la localisation des différents stockages devra être mis à jour et transmis à l'inspection.</p> <p>Un inventaire des matières de déchets dangereux présents sur site devra être réalisé et tenu à jour.</p>

N° 5 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 7.3.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : <u>Issues de secours :</u> Des dispositifs d'éclairages de sécurité assurent en toutes circonstances la signalisation des itinéraires et issues de secours permettant au personnel de quitter rapidement leurs postes de travail en cas de sinistre par des voies sûres. <u>Détection d'un incendie :</u> Un dispositif de détection automatique d'incendie équipe le bâtiment principal.
Constats : L'inspection a constaté que la signalisation des sorties de secours était en place, les sorties n'étaient pas obstruées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article Section V - Article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques et maintenance des matériels de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection une copie du registre de sécurité pour les vérifications suivantes : <ul style="list-style-type: none">- sprinklage en date du 07 septembre 2023 par la société Axima (visite semestrielle)- RIA en date du mois d'août 2023 par la société Chubb (visite annuelle),- Extincteurs en date du 31 août 2023 par la société Chubb (visite annuelle),- Eclairage de sécurité en date du 08 octobre 2023 réalisé en interne (visite semestrielle),- Exutoire de fumées en date du 03 novembre 2023 par la société Eurofeu Solutions,- 2 poteaux incendie en date du 03 novembre 2023 par la société Eurofeu Solutions, Cependant la société Chubb n'a pas pu réaliser la prise de pression sur la partie RIA de la partie « historique du site ». Par ailleurs, l'inspection des installations classées a examiné les rapports ci-après : <ul style="list-style-type: none">- Rapport de vérification électrique rapport APAVE 337336.01.62.23N001.ELAR.001) en date du 06 avril 2023, pas de non-conformité, 4 préconisations,- Rapport de vérification Q18 (rapport APAVE 337336.01.62.23N001.ELAR.001) en date du 05 avril 2023 sans observation (1 remarque mentionne que les armoires du local informatique n'ont pas été coupées durant la vérification pour des raisons d'exploitation du site), L'exploitant a transmis la fiche technique d'intervention N° 8464321 en date du 20 septembre 2023 réalisée par la société Securitas Technologie. La maintenance préventive, les tests de la détection incendie ainsi que le contrôle des alimentations ont été contrôlés, il est signalé de remplacer le déclencheur manuel sortie salle de pause. L'exploitant présente à l'Inspection la facture Securitas Technologie pour la fourniture d'un déclencheur manuel à la date du 30/10/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant effectue le contrôle du bon fonctionnement du RIA sur la partie « historique du site » mentionné ancien RIA « servi ».

L'exploitant devra s'assurer du contrôle des installations électriques de son local informatique

L'exploitant fournira une attestation de remplacement du déclencheur manuel défectueux localisé à la sortie de la salle de pause (attestation de l'entreprise ou de la personne chargée de la maintenance au sein de l'exploitation).

Type de suites proposées : Sans suite